

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire.

### 4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

### 4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>2</sup>.

#### 4.4.1 Gestion indirecte avec des entités dont les piliers ont été évalués

Une partie de cette action (composante 1 – objectif spécifique 1) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : l'entité aura une expérience d'intervention dans le secteur de la cuisson propre, de la valorisation des déchets, à la fois auprès des gouvernements et du secteur privé ; elle aura une connaissance des mécanismes de suivi-évaluation ; elle aura une très bonne connaissance du contexte ivoirien ; et une capacité prouvée à travailler de façon inclusive et sans conflit d'intérêts avec les bénéficiaires de l'appui. La mise en œuvre par cette entité implique les produits 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 de l'objectif spécifique 1 mentionnés en section 3 du présent document.

Une partie de cette action (composante 2 – objectif spécifique 2) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ). Cette mise en œuvre implique les produits 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de l'objectif spécifique 2 de la section 3 du présent document. L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : la GIZ met en œuvre actuellement le programme ProFERE et cette action est la continuité de ce programme ; la GIZ a déjà le personnel sur place et la capacité de recruter l'expertise pertinente nécessaire pour la mise en œuvre de l'action.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

#### 4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations avec la ou les entités envisagées pour la mise en œuvre de l'action (cf. section 4.4.1), la modalité de mise en œuvre des deux objectifs spécifiques de l'Action sera la gestion directe (passation de marchés et/ou subventions). Des appels d'offres spécifiques pour des contrats d'assistance technique pourraient être lancés sur la base des objectifs spécifiques décrits à la section 3.1, et des critères de sélection similaires à ceux décrits dans la section 4.4.1. Certaines activités pourraient également être réalisées par la Facilité d'Assistance Technique de l'Union européenne (Global TAF).

<sup>2</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) ; Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.